

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 27/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LCBC (Loudéac Communauté Bretagne Centre) - STEP CALOUET

Station d'épuration de Calouët
22600 Loudéac

Références : 2025.185 - Recommandé n° 1A 215 042 4081 5
Code AIOT : 0005503655

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement LCBC (Loudéac Communauté Bretagne Centre) - STEP CALOUET implanté Calouët 22600 Loudéac. L'inspection a été annoncée le 07/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LCBC (Loudéac Communauté Bretagne Centre) - STEP CALOUET
- Calouët 22600 Loudéac

- Code AIOT : 0005503655
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site contrôlé est une station d'épuration collective exploitée par la collectivité LCBC traitant des eaux usées industrielles.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autosurveillance : programme de surveillance - micropolluants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Conformité du rejet	Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 12-6-3	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
4	Entrée de station	Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Modification	Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 1°)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suites données à l'expertise d'avril 2018 : travaux et aménagements	Autre du 30/04/2018	Sans objet
5	Fréquences d'analyses	Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 12-10-1	Sans objet
6	Suites données l'expertise	Autre du 30/04/2018	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'avril 2018 : capacités de la station épuration		
7	Modifications : expérimentation REUT	Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 1°)	Sans objet
8	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection et l'examen des documents d'autosurveillance ont mis en évidence le non respect des valeurs limites de rejets aqueux et la non prise en compte des substances dangereuses dans le programme d'autosurveillance. Une mise en demeure est donc proposée à M. le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance : programme de surveillance - micropolluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p>
Constats : <p>Ce point consiste à vérifier la conformité du programme de surveillance des rejets aqueux de la station, suite aux dernières évolutions réglementaires sur les substances dangereuses (arrêté ministériel du 24/08/2017), avec l'intégration des micropolluants au programme d'autosurveillance.</p> <p>Par mail du 24/10/2024, LCBC a informé l'inspection qu'elle a procédé à 2 campagnes d'analyses des eaux en sortie de la station : une campagne RSDE⁽¹⁾ (eau et boues) et une campagne PFAS⁽²⁾ et qu'elle est en attente du retour du prestataire (Eurofins et IRH). Le jour de l'inspection, LCBC indique être toujours en attente du retour de son prestataire (il manquerait des informations techniques comme le QMNA5⁽³⁾) et s'engage à transmettre à l'inspection la synthèse des résultats et son positionnement sur le choix des micropolluants à intégrer à son programme</p>

d'autosurveillance avant fin mai 2025.

LCBC envisage d'organiser une réunion de restitution avec les industriels raccordés et les services de l'Etat (DDPP et UD-DREAL) sur ces sujets RSDE et PFAS.

LCBC indique avoir demandé l'analyse de toutes les substances dangereuses listées dans l'APC du 23/12/2011 relatif à la surveillance initiale RSDE, complété des substances exigées au titre de la loi sur l'eau.

⁽¹⁾ Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (micropolluants)

⁽²⁾ substances per- ou polyfluoroalkylées

⁽³⁾ débit mensuel minimal ayant la probabilité 1/5 de ne pas être dépassée une année donnée

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

LCBC doit transmettre avant fin mai 2025 à l'inspection la synthèse des résultats de la dernière campagne d'analyses RSDE et son positionnement sur le choix des micropolluants à intégrer à son programme d'autosurveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Conformité du rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 12-6-3

Thème(s) : Risques chroniques, .

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/02/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Le rejet de l'installation sera jugé conforme, au regard des résultats d'autosurveillance :

1) si le nombre annuel de résultats non conformes à la fois aux valeurs limites en concentration et en rendement pour les paramètres DCO - DBO5 et MES ne dépasse pas le nombre présent au tableau suivant :

Paramètres	Fréquences des échantillons (nombre de jour par an)	N o m b r e m a x i m a l d'échantillon non conformes
DCO	1 fois/jour (365)	25
DBO	1 fois/semaine (52)	5
MES	5 fois/semaine (260)	19

2) si les eaux résiduaires rejetées sur milieu naturel respectent, pour les paramètres Azote et phosphore, et en moyennes mensuelles, soit les valeurs limites en concentrations, soit les valeurs limites en rendement définies à l'article 12.6.1.

Par ailleurs, les résultats des mesures en concentration ne peuvent s'écarter des valeurs limites prescrites :

- de plus de 100 % pour la DBO5 et la DCO, l'azote et le phosphore
- de plus de 150 % pour les MES.

Constats :

L'examen des données d'autosurveillance de 2024 et des rendements présentés par LCBC le jour de l'inspection mettent en évidence :

- Critère 1 :

nombre de dépassements en concentration et en rendement en DCO ($= 24 + 0$) < 25

nombre de dépassements en concentration et en rendement en DBO5 ($= 0 + 0$) < 5

nombre de dépassements en concentration et en rendement en MES ($= 80 + 0$) > 19

- Critère 2 :

moyenne mensuelle NGL : 5 dépassements (moyenne > 6 mg/L) en concentration et 9 non atteintes de rendement

moyenne mensuelle Pt : 7 dépassements en concentration (moyenne > 1 mg/L) et 1 non atteinte de rendement

- Critère 3 :

nombre de résultats en concentration de plus de 100 % en DBO5 : 0

nombre de résultats en concentration $>$ de plus de 100 % en DCO : 0

nombre de résultats en concentration $>$ de plus de 100 % en NGL : 68

nombre de résultats en concentration $>$ de plus de 100 % en Pt : 68

nombre de résultats en concentration $>$ de plus de 150 % en MES (> 25 mg/L) : 15

Cette analyse met en évidence la non conformité du rejet aqueux de la station d'épuration en 2024, avec une forte dégradation entre 2021 et 2024.

LCBC reconnaît ces résultats non conformes et présente à l'inspection les éléments suivants :

- problème important survenu fin juin 2024 sur le clarificateur : le moto-réducteur du clarificateur est tombé en panne. Le clarificateur a été arrêté pendant 3 jours et a fait l'objet d'une remise en route étalée sur 15j. LCBC disposait d'un moto-réducteur en réserve (LCBC a tous les équipements importants pour le fonctionnement de la station en double) mais a eu d'importantes difficultés pour remettre en route le pont-racleur (fonctionnement par siphonnage). Compte-tenu de l'inertie de l'ouvrage, le traitement du clarificateur est devenu pleinement opérationnel environ 1 à 1,5 mois après l'incident. Suite à cet incident, LCBC a mis en place une procédure de remise en route du clarificateur et a acheté une pompe à vide (aspirateur industriel) pour faciliter le redémarrage du siphonnage.
- forte charge reçue de l'entreprise GELAGRI, en augmentation par rapport aux années précédentes, et forte variabilité de la qualité des eaux réceptionnées (beaucoup "d'à-coup"), ce qui rend particulièrement difficile le traitement du paramètre N.
- incident sur 3 des 10 aérateurs du bassin biologique : 1 aérateur fin novembre 2024 et 2 aérateurs début 2025 ont eu un flotteur percé qui se sont remplis d'eau et qui ont fini par couler dans le bassin. LCBC a mis en place un programme de remplacement des flotteurs. La visite a permis de constater l'absence de ces 3 aérateurs et la présence des 7 autres dans le bassin biologique.

- LCBC a modernisé son armoire électrique et mis en place un dispositif d'automatisme au 2ème trimestre 2025 pour mieux piloter et réguler l'oxygénation dans le bassin d'aération (amélioration attendue sur le traitement de N) : précédemment à ces travaux, de capteurs redox existaient au niveau du bassin d'aération mais ne faisaient pas l'objet de régulation ; le fonctionnement des aérateurs étaient pilotés par un système d'horloge ; désormais l'oxygénation est régulé par ordinateur via un automatisme relié aux capteurs redox ce qui permettra d'optimiser l'aération du bassin ; de plus, LCBC a prévu la mise en service en 4ème trimestre 2025 d'un module de pilotage via l'IA pour la gestion de cette oxygénation ;
- LCBC prévoit d'améliorer la qualité du rejet sur le paramètre Pt en améliorant la régulation et le dosage automatique de coagulant - flocculant au niveau du traitement tertiaire : analyseur en continu (toutes les 15 min) du Pt en sortie du clarificateur et en amont du traitement tertiaire ; ajout d'un module d'IA pour calculer les doses de coagulant - flocculant à ajouter. Le coût du matériel a été estimé à 40 000 € et le chiffrage pour le module IA est en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

LCBC doit prendre les mesures nécessaires pour mettre en conformité les rejets aqueux de la station d'épuration.

Par ailleurs, LCBC doit transmettre à l'inspection les moyennes mensuelles des rendements (par mail dans l'attente de la mise à jour du cadre GIDAF)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Suites données à l'expertise d'avril 2018 : travaux et aménagements

Référence réglementaire : Autre du 30/04/2018

Thème(s) : Risques chroniques, Expertise de la station d'épuration

Prescription contrôlée :

Extrait de l'étude d'expertise :

* Travaux d'urgence

Action 1 : mise en œuvre d'une 3ème centrifugeuse

Action 2 : renouvellement des rotors des turbines 3, 4 et 5

Action 3 : renouvellement ponts brosse bassin d'aération tranche 1

Action 4 : ajouts d'agitateurs immergés rapides dans le bassin d'aération de la tranche 2

Action 5 : ajout d'une sonde pH à l'ancien poste voie ferrée et rapatriement des mesures pH

* Travaux de restructuration / extension

Action 6 : bassin de stockage / restitution / homogénéisation amont STEP

Action 7 : décanteur primaire lamellaire (capacité 600 m3/h) yc relevage amont prétraitements

Action 8 : renouvellement tronçon du réseau de collecte entre l'ancien poste voie ferrée et la STEP

* Travaux de fiabilisation / sécurisation

Action 9 : rénovation de l'ancien clarificateur de la tranche 2, réutilisation en ouvrage de secours

Constats :

Les échanges avec l'exploitant ont permis de faire le point sur l'avancement des travaux et aménagements :

- action 1 : 3ème centrifugeuse mise en service
- action 2 : rotors des turbines 1, 2, 3, 4 et 5 remplacés. L'exploitant précise que cela a amélioré le taux d'oxygène et donc les résultats en N. Remplacement des rotors intégré au plan de maintenance de la station.
- action 3 : ponts brosse bassin d'aération de la tranche 1 opérationnels depuis juin 2019
- action 4 : afin d'homogénéiser les eaux à traiter lorsque les aérateurs sont à l'arrêt, l'action 4 préconise d'ajouter des agitateurs immergés rapides dans le bassin d'aération de la tranche 2 (tranche la plus importante de la station). L'exploitant précise que ces travaux ne sont pas possibles techniquement (bassin trop grand, génie civil trop "fragile") et que ces agitateurs coûteraient très chers en frais de fonctionnement. L'exploitant précise cependant que le changement récent des rotors des turbines améliore certes l'aération mais également le brassage.
- action 5 : LCBC précise que tous les industriels raccordés sont équipés d'une sonde pH au niveau de leurs rejets d'eaux usées et qu'un ouvrage (cuve béton) existe sur le réseau en aval des eaux usées de la Cooperl, Loudéac Viandes et Entremont, permettant de prendre des mesures pH. LCBC précise que le pH varie fortement en entrée de station (peut passer de 4 à 11 en 10 min) mais les mesures ponctuelles réalisées dans le bassin d'aération mettent en évidence un pH neutre et stable. De plus, LCBC précise qu'elle procède à des inspections tous les ans sur des portions du réseau d'acheminement des eaux usées, afin de surveiller l'ensemble du réseau sur un pas de temps de 5 ans.
- actions 6 et 7 : LCBC précise que le projet de bassin de brassage en amont de la station n'a pas abouti. Suite à la réalisation d'une étude de faisabilité et à un essai pilote en 2020-2021, LCBC s'est orienté vers un traitement primaire physico-chimique. La visite sur site a permis de constater que le chantier est en cours ; LCBC précise que le traitement primaire sera en service dans environ 1 mois et que 6 mois sont environ nécessaires pour sa "prise en main". LCBC précise que le traitement primaire va générer des boues supplémentaires : LCBC a mené une étude avec un bureau d'études pour la création d'une nouvelle filière boues permettant de traiter les boues du primaire et du secondaire qui est trop coûteuse à ce stade ; de nouvelles études doivent être lancées ; dans l'attente, les boues primaires seront traitées par une station mobile et les boues du secondaire continueront d'être traitées par les 3 centrifugeuses actuelles ;
- action 8 : une nouvelle canalisation résistante aux acides et aux bases a été installée courant 2021-2022 en parallèle du réseau existant entre l'ouvrage située près de la Cooperl jusque la station.
- action 9 : lors de l'inspection 2022, LCBC avait précisé que la rénovation de l'ancien clarificateur serait faite après finalisation des travaux en cours (traitement primaire notamment), afin de disposer d'un clarificateur de secours. Lors de la visite 2025, LCBC indique ne pas avoir programmer ces travaux car ils ne présentent que peu d'intérêt.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entrée de station

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, .

Prescription contrôlée :

(...) dimensionnée pour traiter une charge de pollution journalière :

<p>a) capacité organique de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> -DBO5 :10500 kg /j -DCO : 21000 kg/ j -MES :7900 kg/j -NGL : 2600 kg/ j -Phosphore total :700 kg /j <p>b) capacité hydraulique de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 7400 m3 /j - 309 m3/ h en débit moyen sur 24 heures - 840 m3/h en débit de pointe
<p>Constats :</p> <p>L'examen des données d'autosurveillance de 2024 met en évidence en entrée de station :</p> <ul style="list-style-type: none"> DBO5 : 2 dépassements DCO : 8 dépassements (en flux) MES : 6 dépassements (en flux) NGL : 0 dépassement Phosphore : 0 dépassement Volume : 144 dépassements pH : 6 dépassements <p>Le bilan des conventionnés a été examiné lors de l'inspection ; il met en évidence un volume accepté supérieur à la capacité de la station (total des conventions = 104,3% de la capacité de la station) et un respect des capacités sur les autres paramètres.</p> <p>A noter que l'arrêté préfectoral d'autorisation ne reprend pas les capacités réelles de la station (voir point de contrôle "Suites données l'expertise d'avril 2018 : capacités de la station épuration").</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>LCBC devra transmettre à l'inspection le récapitulatif des conventions des industriels raccordés (y compris les "petits").</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Fréquences d'analyses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 12-10-1</p>								
<p>Thème(s) : Risques chroniques, .</p>								
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le programme d'autosurveillance des (...) rejets est réalisé dans les conditions suivantes : (...)</p> <p>Mesures entrées et sorties</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <tr> <th style="width: 33%; padding: 5px;">Paramètres</th> <th style="width: 33%; padding: 5px;">Unités</th> <th style="width: 33%; padding: 5px;">Modalités de fréquence entrées - sorties</th> </tr> <tr> <td style="height: 40px;"></td> <td></td> <td></td> </tr> </table>			Paramètres	Unités	Modalités de fréquence entrées - sorties			
Paramètres	Unités	Modalités de fréquence entrées - sorties						

		entrées - sorties méthode
Volume	m3	continu, tous les jours
pH	/	tous les jours
DCO	mg/L et kg/j	1 fois/jour 365 mesures/an
DBO5	mg/L et kg/j	1 fois/semaine 52 mesures/an
MES	mg/L et kg/j	5 fois/semaine 260 mesures/an
NGL	mg/L et kg/j	4 fois/semaine 208 mesures/an
Pt	mg/L et kg/j	4 fois/semaine 208 mesures/an

(...)

Constats :

L'examen des données d'autosurveillance de 2024 met en évidence le respect des fréquences d'analyses en entrée et en sortie de station d'épuration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suites données l'expertise d'avril 2018 : capacités de la station épuration

Référence réglementaire : Autre du 30/04/2018

Thème(s) : Risques chroniques, Expertise de la station d'épuration

Prescription contrôlée :

Extrait de l'expertise réalisée par SAFEGE pour le compte de LCBC déposée en avril 2018 :
capacités réelles globales (T1+T2) :
débit moyen : 9165 m3/j (contre 7400 dans l'AP)
débit pointe : 726 m3/h

MES : 6324 kg/j (contre 7900 dans l'AP) DBO5 : 9440 kg/j (contre 10500 dans l'AP) DCO : 19540 kg/j (contre 21000 dans l'AP) NTK : 964 kg/j (contre 2600 dans l'AP) Pt : 304 kg/j (contre 700 dans l'AP)
Constats : L'expertise de 2018 avait ré-évalué la capacité de la station en prenant en compte les 2 tranches. Désormais la tranche 1 (la plus "petite") n'est plus utilisée, même en été (période où les volumes et les flux reçus sont plus importants). LCBC espère un abattement de la pollution de 30 à 40% avec la mise en service du traitement primaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : LCBC devra ré-évaluer la capacité de la station courant 2026 (pour tenir compte d'un délai de fonctionnement représentatif du traitement primaire).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modifications : expérimentation REUT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 1°)
Thème(s) : Situation administrative, .
Prescription contrôlée : (...) Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être portée avant sa réalisation , à la connaissance du Préfet des Côtes-d'Armor avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : LCBC a procédé, entre septembre 2023 et janvier 2024, à une expérimentation REUT à l'aide d'une unité pilote installée sur le site de la station d'épuration de Calouët, en aval du traitement tertiaire. A ce titre, 8 à 10% du rejet de la station ont été traités via cette unité pilote par tamisage, microfiltration, ultrafiltration (UF) et osmose inverse (OI). 2 qualités d'eaux ont été produits : un perméat UF et un perméat OI, pouvant répondre à des usages différents. Une réunion de présentation des résultats a eu lieu en mars 2024. LCBC a informé l'inspection de son adhésion à un programme européen : une étude détaillée va être lancée en octobre 2025 pour étudier les besoins industriels, le traitement nécessaire pour ces besoins identifiés et l'acheminement de l'eau traitée ; la durée estimée pour cette étude est de 2 ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>La visite sur site a permis de constater la présence en entrée et en sortie d'un canal de mesure des rejets aqueux avec échantillonneur, sonde pH, sonde température et débitmètre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Modification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 1°)
Thème(s) : Situation administrative, .
Prescription contrôlée : <p>(...) Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Côtes-d'Armor avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>LCBC informe l'inspection qu'elle a prévu la mise en place au 4ème trimestre 2025 de panneaux photovoltaïques (autoconsommation à hauteur de 10%) sur la plateforme située derrière le traitement tertiaire. La zone d'implantation des panneaux photovoltaïques faisant partie du périmètre ICPE de la station, ce projet constitue une modification au titre ICPE. A noter que les panneaux photovoltaïques devront respecter les dispositions définies à la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>LCBC doit transmettre, avant l'implantation des panneaux photovoltaïques, un dossier de "porter à connaissance" conformément à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

